

tion du chômage. Du fait de la baisse de la natalité, la pression sociale concernant la demande en éducation s'est atténuée. Il y a pléthore d'enseignants potentiels en attente de poste. Les besoins sociaux peuvent donc se satisfaire par les voies traditionnelles et la nécessité d'innover ne s'impose pas. C'est ainsi que, dans l'encyclopédie, la formation permanente des enseignants n'a trouvé place que dans le lexique et que la formation des adultes ne semble pas avoir inspiré les rédacteurs bien qu'ils lui aient consacré un volume.

Cependant certains signes laissent à penser que l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Europe des Douze en 1993 va relancer le débat en RFA. La lecture de cette encyclopédie, qui est un monument, est d'autant plus indispensable pour suivre les évolutions que les sources d'informations sur l'Allemagne sont rares en France.

Michèle TOURNIER
INRP - DP4

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Commission des Communautés Européennes. — *Formation continue dans les pays de la communauté européenne. Études et perspectives. Actes du colloque national - La Baume les Aix, décembre 1988.* — Istres: Centre de production de media, 1989. — 144 p.

Les enseignants sont actuellement avides d'information sur les conséquences pour leur carrière et leurs conditions de travail de la construction européenne et de la libre circulation des travailleurs dans l'espace européen. En précisant les enjeux de la construction d'une Europe de l'Éducation et en faisant le tour de quelques initiatives nationales et régionales en matière de formation continue, ce colloque répondait à une demande et la publication de ses Actes répond à un besoin.

La libre circulation des travailleurs et parmi eux, celle des enseignants ne manque pas de rencontrer des obstacles que la volonté de construction européenne combat énergiquement. C'est ce que développe la communication d'ouverture faite par C. Moisan de la Commission des Communautés Européennes. Les différences sont certes fondamentales dans la gestion et l'organisation des systèmes éducatifs mais tous les pays européens ont des préoccupations communes. Les enjeux de la construction européenne sont partout reconnus et, ainsi

que l'expose J.-M. Leclercq de la DAGIC, le droit à la formation et l'éducation ressentie comme un service national sont dans tous les pays reconnus d'une importance fondamentale.

Aujourd'hui, la formation continue apparaît souvent comme prioritaire sur la formation initiale. Ceci tient au contexte démographique, aux recrutements massifs des années d'expansion. Cette vérité est toutefois à nuancer, notamment en France où la pénurie d'enseignants apparaît comme un cas singulier dans l'Europe communautaire. La formation continue est un droit relativement récent et elle est souvent en voie de constitution d'où ses balbutiements ; elle coûte cher, surtout lorsqu'elle est prise sur le temps de travail ce qui est souvent le cas, d'où les essais et les recherches pour en améliorer l'efficacité. Ici chacun cherche sa voie en fonction des besoins spécifiques, des conditions économiques, des histoires nationales et des traditions éducatives.

Mentionnons quelques-unes de ces tentatives :

— Les « Centres de Formation de professeurs » en Espagne représentent une tentative de structure très décentralisée, avec un fonctionnement particulièrement attentif à une répartition démocratique des pouvoirs (communication de C. del Morral).

— Les « IRRSAE » (Institut Régional de Recherche, de mise à jour — *aggiornamento* — et d'Expérimentation) en Italie cherchent à pallier le manque de formation initiale des enseignants de ce pays en développant des plans nationaux dans ces instituts qui ont pour mission d'informer, de coordonner et de favoriser les recherches tout en développant des actions de formation (communication de G. Derbez).

— La DLH (Danmarks Laererhojskole) est, au Danemark, une institution unique en son genre, elle gère la majeure partie de la formation continue du pays ainsi que la recherche pédagogique. Cette structure plus ancienne que les précédentes, se compose de 500 personnes dont 160 chercheurs. Elle permet que la formation continue — une des plus vivantes de l'Europe communautaire — comporte une dimension universitaire et de recherche dans un pays où la formation initiale n'est pas assurée par l'université (communication de T. Ploug Olsen).

Le lien entre la formation continue et l'innovation ne saurait échapper. Parmi les dispositifs mis en œuvre, citons celui décrit par D. Finkelsztein : l'enseignement par élèves tuteurs qui nécessite la volontaire implication de tous les acteurs et une formation adaptée des enseignants concernés. Citons encore l'expérience relatée par I. Frohne sur les enseignants médiateurs travaillant en Rhénanie du Nord — Westphalie à l'intégration des élèves étrangers.

Dans le domaine de la formation continue, la tendance générale est de développer la formation dans les établissements scolaires. Cette

tendance qui existe depuis plusieurs années dans les pays ayant les systèmes éducatifs les plus décentralisés se développe en Irlande, Pays-Bas, Portugal comme le décrivent les intervenants à ce colloque. Si cette tendance existe en fait aujourd'hui dans tous les pays, son efficacité reste à évaluer.

Les conclusions et propositions concrètes ouvrant le chemin de collaborations plus étroites font de ce volume un premier niveau d'informations un peu dispersées mais intéressantes. Comme toujours dans ce genre d'ouvrages, il manque le « background » permettant de saisir les raisons d'une stratégie ou d'un cheminement. Les communications faites tantôt par des représentants d'un pays, tantôt par une personne rendant compte d'une visite d'études accentuent le décalage entre les analyses et les témoignages. Le lecteur sera au moins conforté dans l'idée que dans la construction d'une Europe de l'Éducation les différences sont effectivement une richesse commune.

F. VANISCOTTE

NOUS AVONS REÇU :

ABOU (Antoine), GILETTI (Marie-Josèphe). — *Institutrices et instituteurs de la Guadeloupe*. — Pointe-à-Pitre: Raphy Diffusion, 1988. — 191 p.

Association des Responsables des Centres Universitaires de Formation des Enseignants et des Formateurs. — *Recherche - Formation - Terrain*; Actes du Colloque de l'ARCUFEF. — Strasbourg: IPEPS, 1988. — 247 p.

AUBEGNY (Jean). — *L'évaluation des organisations éducatives*. — Tours: Éd. Universitaires, 1988. — 218 p.

CLOUZOT (Olivier). — *Enseignement autrement*. — Paris: Éd. d'Organisation, 1989. — 124 p.

COUDRAY (Léandre). — *Améliorer la relation enseignants-enseignés*. — Paris: Éd. d'Organisation, 1989. — 149 p.

GATHER THURLER (Maurice), PERRENOUD (Philippe). — *Savoir évaluer pour mieux enseigner*. — Genève: Service de la Recherche sociologique, 1988, Cahier n° 26. — 144 p.

MARMOZ (Louis). — *Les sciences de l'éducation en France.* — Issy-les-Moulineaux : Éd. EAP, 1988, Coll. Recherches et Sciences de l'Éducation. — 115 p.

POSTIC (Marcel). — *L'imaginaire dans la relation pédagogique.* — Paris : PUF, 1989. — 161 p.

POSTIC (Marcel), KETELE (Jean-Marie de). — *Observer les situations éducatives.* — Paris : PUF, 1988. — 309 p.

Les Sciences de l'Éducation pour l'ère nouvelle. — *Analyse des pratiques et formation des enseignants.* — Université de Caen, CERCE, 1988, n° 4-5.